

Adoptée au Comité exécutif les 11-12 mars 2014

Europe 2020 ne répond pas encore aux objectifs poursuivis

Au tout début, la stratégie Europe 2020, comme la stratégie de Lisbonne qui l'a précédée, reposait sur des instruments inefficaces, en particulier, la méthode ouverte de coordination. Des structures de gouvernance économique furent ensuite établies afin de mieux coordonner les politiques économiques, et Europe 2020 dut s'adapter à cette nouvelle architecture de gouvernance, qui n'était pas conçue pour l'aider à atteindre les objectifs (d'emploi et sociaux) d'Europe 2020.

Europe 2020 ne se situe pas sur un pied d'égalité avec les procédures du semestre européen et l'examen annuel de la croissance (EAC). Par ailleurs, les objectifs d'Europe 2020 et les cinq priorités du Semestre (assainissement budgétaire, rétablissement du crédit bancaire, promotion de la croissance et de la compétitivité, lutte contre le chômage et ses conséquences sociales, modernisation de l'administration publique) ne sont ni identiques, ni cohérents.¹ La Commission souligne que « l'ordre de cette liste ne reflète pas une hiérarchie entre les priorités », mais est fière des « progrès considérables accomplis en matière d'assainissement budgétaire »: « Les progrès réalisés en matière d'assainissement budgétaire se font sentir avec le temps », « le processus d'assainissement fait sentir ses effets au niveau national » etc. (EAC 2014). En termes de priorités liées à une politique correctrice, il existe certains doutes, étant donné que la première priorité (« l'assainissement budgétaire ») est la seule qui soit liée à des mesures correctrices.

La comparaison entre l'EAC et Europe 2020 montre que ces deux stratégies pointent dans deux directions opposées: l'EAC souligne que « d'importants progrès ont déjà été accomplis » via REFIT et la Commission annonce un « tableau de bord REFIT annuel » afin de simplifier l'environnement des entreprises et de réduire la lourdeur des formalités administratives. La CES souligne qu'aucun progrès important n'a été réalisé sur les objectifs d'Europe 2020.

Il est clair que les objectifs d'Europe 2020 sont subordonnés aux objectifs économiques du semestre européen. La Commission prétend que le « cadre a commencé à produire des résultats » mais l'on ne peut en dire autant des objectifs d'Europe 2020. Les politiques du semestre européen pourraient s'avérer appropriées pour atteindre ses objectifs, mais non ceux d'Europe 2020. Par exemple, la politique d'austérité peut s'avérer utile à la mise en œuvre de l'assainissement budgétaire – mais a des effets contreproductifs et négatifs sur l'innovation, la recherche et le développement, l'allègement de la pauvreté, l'emploi, et les changements climatiques, et constitue en fait un obstacle.

Au contraire, nous pourrions affirmer que l'architecture actuelle de la gouvernance économique diminue la capacité à atteindre les objectifs. Comment, par exemple, des réformes structurelles, des services publics décimés, ou un assainissement budgétaire, pourraient-ils contribuer à accroître le budget en matière de R&D? Alors que des centaines de milliards ont été versés dans des fonds de sauvetage depuis le début de la crise financière en 2008, aucune augmentation concrète n'est perceptible en matière de R&D. On peut en conclure que l'architecture de la nouvelle gouvernance n'aidera pas la réalisation des objectifs d'Europe 2020 mais lui fera plutôt obstacle. De plus, certaines politiques européennes, notamment la Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes, sont totalement oubliées et ignorées par la stratégie Europe 2020.

En matière de chômage, l'EAC 2014 reconnaît que les taux « se maintiennent à un niveau historiquement élevé », « ce qui creuse l'écart (...) en ce qui concerne les résultats en matière sociale et sur le plan de l'emploi ». Le chômage de masse augmente puisque déjà 26 millions d'Européens sont sans emploi, les chiffres du chômage des jeunes sont alarmants dans de nombreux États membres, et le risque de pauvreté s'accroît avec 120 millions d'Européens qui vivent dans la pauvreté ou sont confrontés au risque de pauvreté. L'impact social de la crise est immense; la crise économique et financière crée les conditions d'une crise sociale généralisée caractérisée par un écart croissant dans la distribution des ressources. Il apparaît de plus en plus clairement que cette crise a des répercussions disproportionnées sur les femmes qui étaient déjà désavantagées sur le marché de l'emploi et plus menacées par la pauvreté et l'exclusion sociale. Le développement récent de la gouvernance économique a renforcé le déséquilibre et les inégalités sociales.

Vers une nouvelle approche d'Europe 2020

En vue de l'évaluation à mi-parcours d'Europe 2020 prévue pour 2015, plusieurs options sont disponibles:

- ajouter davantage d'indicateurs et un tableau de bord et continuer à demander à la Commission de rendre les objectifs contraignants; ou passer à l'étape suivante et;
- lier Europe 2020 à de nouveaux outils et placer Europe 2020 au même niveau de contrainte que la gouvernance économique; ou
- abandonner la stratégie Europe 2020 et demander un outil plus efficace en même temps qu'un agenda ambitieux pour la politique sociale.

Afin de transformer Europe 2020 en un modèle de réussite, il faut d'abord et avant tout mettre un terme à la politique d'austérité et élaborer une deuxième politique plus appropriée en faveur de l'emploi, de la recherche et de l'innovation, de l'éducation, de l'allègement de la pauvreté et de la lutte contre les changements climatiques. Le semestre européen accorde la priorité principale à l'assainissement budgétaire et n'a pas d'effet positif sur les objectifs de 2020.

Il est intéressant de noter le changement de langage récent de la Commission. Bien que les 5 objectifs et les 7 initiatives phares¹ pour réaliser Europe 2020 subsistent, il n'est plus fait appel à l'instrument de la méthode ouverte de coordination, mais aux nouvelles structures de gouvernance économique, qui sont présentées comme des structures mises en place pour réaliser les objectifs de 2020. La réalisation d'Europe 2020 semble dépendre de la gouvernance économique, mais celle-ci semble être davantage une pilule amère à avaler. « La réussite d'Europe 2020 repose largement sur les nouvelles structures et procédures de gouvernance que l'Union européenne met en place depuis 2010, à commencer par le «Semestre européen» (...) les États membres s'engagent à mener des réformes, et la Commission formule des recommandations pour chaque pays »². Nous entrons ici dans un cercle qui voit un serpent se mordre la queue. Europe 2020 est présenté comme une stratégie qui contient l'objectif de la nouvelle structure de gouvernance économique. Mais une partie de cette nouvelle structure de gouvernance est constituée par les politiques d'austérité et d'assainissement budgétaire, qui entravent la capacité des États membres à atteindre les objectifs.

La solution défendue par la Commission consiste à ajouter quelques indicateurs supplémentaires et un tableau de bord de manière à ce que, à terme, la réalisation des objectifs soit complète et englobante. « En contribuant à la détection des défis majeurs

¹ « L'Union européenne s'est fixé cinq objectifs clés, à atteindre d'ici la fin de la décennie. Ils touchent à l'emploi, à l'éducation, à la recherche et à l'innovation, à l'inclusion sociale et à la réduction de la pauvreté, ainsi qu'au changement climatique et à l'énergie. La stratégie comporte également sept « initiatives phare » ... qui soutiennent les priorités d'Europe 2020, tels que l'innovation, l'économie numérique, l'emploi, la jeunesse, la politique industrielle, la réduction de la pauvreté et l'utilisation efficace des ressources. »

² http://ec.europa.eu/europe2020/europe-2020-in-a-nutshell/index_fr.htm

se posant dans l'Union en matière sociale et d'emploi et à la prise de mesures réactives en temps utile, le tableau de bord devrait également concourir à la réalisation des objectifs Europe 2020. (...) Ces outils très complets doivent permettre, à terme, de repérer et de définir d'un commun accord une série de défis clés, en matière sociale et pour le marché de l'emploi, auxquels sont confrontés les États membres dans leur progression vers les objectifs de la stratégie Europe 2020. Le tableau de bord ne serait pas une simple réaffirmation des ambitions de cette stratégie, mais viserait plutôt à détecter toute évolution de la situation socio-économique au sein de l'UEM requérant un suivi plus étroit. De par son objet et ses caractéristiques, il serait complémentaire des outils de suivi précités. »

En d'autres termes, le tableau de bord contribuerait à identifier les défis essentiels (tels que la nécessité bien connue de réformes du marché de l'emploi, la flexibilité etc.). Cependant, rien ne semble être prévu qui puisse compléter les anciens et les nouveaux indicateurs par un système qui déclenche des actions de prévention et de correction afin de réaliser les objectifs d'Europe 2020. L'ajout d'indicateurs à ceux déjà existants pourrait améliorer la base de connaissances et l'analyse des tendances dans toute l'Europe, mais n'a pas d'effet correcteur immédiat, et ne pourra donc pas modifier la politique économique.

Europe 2020 - vers de nouveaux outils de réalisation des objectifs

La CES se situe à présent à une croisée de chemins – tant pour défendre l'ancienne approche de la stratégie Europe 2020 basée sur la MOC et la subordination de fait aux procédures de gouvernance économique, que pour utiliser l'opportunité de redéfinir les règles pour Europe 2020. La différence entre l'objectif ambitieux en matière d'emploi et le taux de chômage record doit être résolue de toute urgence et non diluée dans une approche à long terme trop imprécise. Il faut, à tout prix, éviter de créer une génération perdue.

Les objectifs d'Europe 2020 doivent être ancrés dans une nouvelle architecture de gouvernance sociale et économique qui soit sur un pied d'égalité avec les objectifs économiques, et liée à un agenda social ambitieux.

- La Commission doit surveiller de l'intérieur la structure de la gouvernance économique;
- veiller à ce que les rapports des États membres soient conformes aux objectifs d'Europe 2020; et
- faire en sorte de les intégrer dans des recommandations par pays.

Si cet outil ne suffit pas à la diriger dans la bonne direction de convergence, d'approche et de progrès réel vers les objectifs de 2020, la Commission devrait proposer des incitants plus ambitieux pour atteindre les objectifs sociaux et d'emploi de la stratégie Europe 2020.

La CES peut continuer à appuyer les objectifs d'Europe 2020 aux conditions suivantes.

- La Commission intègre les objectifs de 2020 dans une nouvelle architecture de gouvernance sociale et économique, en particulier le semestre européen, en les prenant en compte dans l'EAC et les recommandations par pays mais sur un pied d'égalité avec des objectifs économiques et fiscaux.
- Les indicateurs sociaux et d'emploi étant liés à des décisions (annuelles) régulières sur les mesures préventives et correctives pour réaliser les objectifs – par exemple, un accroissement budgétaire pour atteindre l'objectif de 3% en matière de R&D, des mesures spécifiques et des investissements pour accroître l'emploi de qualité, etc.

Une fois ces conditions remplies, un nouveau potentiel qui dépasse l'ancienne approche partiellement manquée peut être développé. La CES est prête à participer au processus

de redéfinition des règles dans le cadre d'une nouvelle approche proactive qui est nécessaire dès à présent et qui ne peut attendre l'évaluation à mi-parcours de 2015.

Dans de nombreux États membres, la participation des partenaires sociaux continue d'être assez formelle ou insuffisante. La CES réitère sa revendication³, à savoir que la participation des partenaires sociaux soit organisée de manière sérieuse et systématique, aussi bien à l'échelle européenne que nationale et que les suggestions émises par les syndicats soient prises en compte.

³ *Position de la CES sur la stratégie Europe 2020 – une évaluation. Adoptée lors de la Réunion des 5-6 mars 2013*
http://www.etuc.org/sites/www.etuc.org/files/FR-ETUC-Position_de_la_CES_sur_la_strategie_Europe_2020_-_une_evaluation---_2.pdf

Annexe

Pour une évaluation à mi-parcours de la stratégie Europe 2020

Déclarations précédentes de la CES sur Europe 2020

La CES a analysé la situation en mars 2013 et a abouti aux conclusions suivantes: « Lors de la présentation de la stratégie Europe 2020, les attentes étaient élevées mais une première évaluation montre que les acteurs concernés ont été incapables de tenir leurs promesses. La majorité des affiliés conviennent de l'inefficacité de la stratégie Europe 2020, ses objectifs n'étant pas considérés comme contraignants ou obligatoires, à la différence d'autres critères (ex.: mesures d'austérité, critères de réduction du déficit, etc.). Les instruments, en particulier les initiatives phares, sont considérés comme n'étant que peu ou partiellement efficaces pour atteindre les objectifs fixés; certains considèrent même que la stratégie se résume à une formulation politique purement symbolique. »⁴

La CES a formulé une note pessimiste sur les perspectives d'avenir de la stratégie Europe 2020: « Étant donné la suprématie des objectifs économiques et du néolibéralisme en général et la promotion de la flexicurité, la majorité des affiliés ne croient pas que la stratégie Europe 2020 atteindra, en définitive, ses objectifs. » La nouvelle structure de la gouvernance économique a été identifiée comme étant la raison principale de cette vision réaliste: « En réalité, le nouveau cadre de gouvernance institutionnalise une distorsion structurelle caractérisée par la prépondérance de la gouvernance économique par rapport à la gouvernance sociale; la stratégie Europe 2020 étant incluse dans le semestre européen. Dans le meilleur cas, ces objectifs sont conçus comme visant à équilibrer ou à amortir les conséquences sociales de la politique d'austérité. » La tendance structurelle à la subordination de la politique sociale et des objectifs d'Europe 2020 a été institutionnalisée dans la nouvelle structure de gouvernance. Par conséquent, selon le Comité exécutif de la CES: « On peut conclure qu'un changement radical de politique est nécessaire pour mettre un terme à la discrimination sociale de la politique européenne. ... La CES demande donc que: les objectifs de la stratégie Europe 2020 soient inclus dans le cadre d'une structure de gouvernance économique différente et plus équilibrée. »

Une stratégie Europe 2020 désorientée

L'Office statistique de l'UE, Eurostat, a confirmé les évaluations pessimistes en octobre 2013 dans une publication sur la stratégie Europe 2020. Dans chaque chapitre, pour chacun des cinq indicateurs clés de la stratégie –emploi, recherche et développement, changements climatiques et énergie, éducation et pauvreté et l'inclusion sociale⁵, les tendances antérieures sont présentées, qui couvrent la période depuis 2000 ou 2005 et incluent les données disponibles les plus récentes (2011 ou 2012). L'écart entre les objectifs définis devient ainsi de plus en plus évident.

Le taux d'emploi des personnes âgées de 20 à 64 ans a augmenté entre 2005 et 2008, atteignant 70,3 % en 2008. La tendance s'est inversée en 2009 lorsque la crise économique a touché de plein fouet le marché de l'emploi européen, ramenant le taux d'emploi à son niveau de 2006, à savoir 69,0 %. Au cours des trois années suivantes, le taux d'emploi s'est stabilisé à 68,5 % sans qu'aucun progrès ne soit enregistré pour atteindre l'objectif fixé d'Europe 2020, à savoir 75 %.

Entre 2009 et 2011, les dépenses en R&D se sont stabilisées à environ 2 % du produit intérieur brut (PIB). Cette tendance a fait dévier l'UE de son objectif d'Europe 2020, à savoir amener les dépenses publiques et privées cumulées en matière de R&D à 3 % du PIB.

Au cours de la période 2005 - 2007, les émissions de gaz à effet de serre sont restées à peu près constantes, mais ont commencé à baisser en 2008, principalement à la suite

⁴[http://www.etuc.org/sites/www.etuc.org/files/FR-ETUC-Position de la CES sur la strategie Europe 2020 - une evaluation--- 2.pdf](http://www.etuc.org/sites/www.etuc.org/files/FR-ETUC-Position_de_la_CES_sur_la_strategie_Europe_2020_-_une_evaluation---_2.pdf)

Position de la CES sur la stratégie d'Europe 2020– une évaluation, adoptée lors de la réunion du Comité exécutif des 5-6 mars 2013

⁵ http://epp.eurostat.ec.europa.eu/Y_OFFPUB/KS-02-13-238/EN/KS-02-13-238-EN.PDF

de la crise économique et de la lente reprise économique, qui a réduit de manière drastique l'activité industrielle, les volumes de transport et la demande d'énergie. L'hiver doux de 2010/11 a renforcé la baisse de la demande d'énergie et la diminution des émissions.

La chute de 15,8 % en 2005 à 12,8 % en 2012 représente un progrès considérable vers l'objectif clé qui consiste à réduire le nombre de jeunes en décrochage scolaire ayant abandonné l'enseignement et la formation à moins de 10 % d'ici à 2020. Cependant, les tendances démographiques pourraient rendre l'objectif d'Europe 2020 irréalisable si l'on ne multiplie pas les efforts pour maintenir les jeunes dans l'enseignement.

En 2011, l'UE comptait près de 24 millions de personnes qui ne répondaient à pas à son objectif de réduire le nombre de personnes confrontées à un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale de 20 millions d'ici à 2020 par rapport au niveau de 2008. Sans mesures politiques adéquates pour inverser rapidement cette tendance d'escalade de la pauvreté, l'UE risque de s'éloigner de l'objectif clé d'Europe 2020 en matière de pauvreté. Malgré le rôle amortisseur des stabilisateurs automatiques et d'autres politiques discrétionnaires adoptées dans toute l'UE, le nombre de personnes confrontées à un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale a atteint près de 120 millions en 2011.

Si l'on examine un par un les indicateurs officiels disponibles (12.1.2014)⁶, le résultat devient tout à fait clair.

Le taux d'emploi est resté à 68,5 - l'objectif est 75,0.

Les dépenses en matière de R&D – ont légèrement augmenté de 2,01 à 2,06 - l'objectif est 3,0.

Les émissions de gaz à effet de serre subissent une chute réelle de 85,7 à 83,0 (2011) - objectif 80,0.

La part des sources d'énergie renouvelable a légèrement augmenté de 12,5 à 13,0 (2011) - objectif 20,0.

La consommation d'énergie primaire a chuté de 1644,6 à 1583,0 (2011) - objectif 1474.

La consommation finale d'énergie a chuté de 1152,5 à 1103,3 (2011) - objectif 1078.

La part de jeunes en décrochage scolaire a chuté de 14,0 à 12,8 - objectif 10,0.

L'enseignement supérieur est passé de 33,5 à 35,8 - objectif 40,0.

Le nombre de personnes confrontées à un risque de pauvreté est passé de 116847 à 123118 - objectif: réduction d'au moins 20 millions de personnes.

Ces indicateurs montrent que les bénéfices de la stratégie Europe 2020 ne se sont pas concrétisés, dans la plupart des cas, et qu'ils sont certainement exagérés dans les discours officiels. Il existe une quasi-stagnation dans de nombreux domaines –en outre, on est en droit de se demander si les indicateurs reflètent la réalité de manière adéquate par exemple, en matière de chômage. Ces données 2010-2012 permettent de conclure que la gouvernance économique actuelle et les politiques d'austérité ne contribuent pas à satisfaire les objectifs d'Europe 2020. Le large consensus qui existe sur les objectifs d'Europe 2020 (par exemple, tout le monde s'accorde sur la nécessité d'investir davantage dans la R&D), ne constitue pas une condition suffisante pour garantir l'accomplissement de progrès.

Fermer les yeux sur la réalité et les tendances réelles

Des références à la stratégie omniprésente « Europe 2020 » sont observables dans toutes les institutions européennes, dans les documents de la Commission, les discours du Président de la Commission, ainsi que dans les déclarations du Conseil, ou les rapports du Parlement européen. Tout le monde s'accorde sur les objectifs, mais la question est de savoir si ces objectifs 2020 sont aussi importants que d'autres objectifs ou s'ils le sont moins?

⁶ 2010 par rapport aux données disponibles les plus récentes de 2012 sauf notification contraire;
http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/europe_2020_indicators/headline_indicators

Certains sujets ou mots clés en matière de politique européenne sont liés d'une manière ou d'une autre à Europe 2020, mais d'autres ne le sont pas.

En octobre 2012, la Commission a présenté une communication « Une industrie européenne plus forte au service de la croissance et de la relance économique » visant à accroître la part de la production manufacturière dans le PIB pour l'amener de son niveau actuel d'environ 16% à 20% d'ici à 2020 afin de promouvoir la ré-industrialisation de l'Europe⁷. La communication montre l'intention de la Commission de remettre l'industrie au cœur de l'économie de l'UE - elle est présentée comme une « initiative phare de la stratégie Europe 2020 »⁸.

Gouvernance économique. « Pour faire en sorte que la stratégie Europe 2020 porte ses fruits, un système de gouvernance économique solide et efficace a été mis en place pour coordonner les mesures politiques entre les niveaux national et européen. »

Croissance. « La stratégie Europe 2020 vise à produire une croissance intelligente, durable et inclusive. »

Il est intéressant de constater qu'il n'est fait aucune mention d'Europe 2020 dans la communication de la Commission sur le « Programme REFIT – un coup de pouce à la croissance » (2 octobre 2013).

De tous les membres de la Commission européenne, le Commissaire Andor continue de témoigner de la plus haute reconnaissance à la stratégie Europe 2020.

- Dans la communication sur la dimension sociale de l'Union économique et monétaire (UEM) (2 octobre 2013)⁹, un chapitre traite de « La dimension sociale générale dans la stratégie Europe 2020 » contenant une redéfinition d'Europe 2020. « Ces objectifs dessinent déjà les contours des politiques sociales au sein de l'Union. » Cette hypothèse est loin de constituer une évaluation réaliste.
- En outre, la Communication affirme que: « L'adoption de la stratégie Europe 2020 a placé, pour la première fois, la politique sociale au cœur même de la stratégie économique de l'Union. » N'est-ce pas plutôt le contraire – la stratégie Europe 2020 écartant l'agenda de la politique sociale ?

La Commission est convaincue que la stratégie Europe 2020 est bien mise en œuvre et finira par produire des résultats. « Avec Europe 2020, l'Union s'est fixé des grands objectifs visant à augmenter le taux d'emploi, abaisser le taux précoce d'abandon de la scolarité, accroître la part de la population achevant un cycle d'enseignement supérieur ou équivalent et réduire d'au moins 20 millions le nombre de personnes touchées par la pauvreté. Il s'agit là de piliers de la stratégie adoptée pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Ces objectifs dessinent déjà les contours des politiques sociales au sein de l'Union. Des politiques fondamentales adoptées et des mesures décidées au niveau de l'Union sont mises en œuvre actuellement, comme le train de mesures sur l'emploi présenté en avril 2012, celui sur l'emploi des jeunes de décembre 2012 ou celui consacré aux investissements sociaux de février 2013. » La Commission semble convaincue qu'Europe 2020 est sur la bonne voie et produit des résultats.

- La Communication déplore le fait que certains facteurs gênants qui ne relèvent pas de la compétence de la Commission, et qui n'ont aucun lien avec les politiques européennes, entravent la réalisation des objectifs. « La crise économique complique la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020: l'emploi a été mis à mal dans la plupart des États membres et les écarts se creusent de plus en plus entre ceux-ci en matière d'emploi et de conditions sociales. En juillet 2013, quelque 26,6 millions de personnes étaient sans travail dans l'UE-28, dont plus de 19,2 millions dans la zone euro. Près d'un

⁷ « Avec la nouvelle stratégie industrielle décrite dans la présente communication, la Commission entend inverser la tendance à l'affaiblissement du rôle de l'industrie en Europe en faisant passer la part de ce secteur dans le PIB de son niveau actuel d'environ 16% à 20% d'ici à 2020. »

(<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2012:0582:FIN:FR:PDF>, page 4)

⁸ http://ec.europa.eu/enterprise/policies/industrial-competitiveness/industrial-policy/index_en.htm

⁹ http://ec.europa.eu/commission_2010-2014/president/news/archives/2013/10/pdf/20131002_1-emu_en.pdf

quart des jeunes actifs européens sont au chômage: la proportion était de 23,4% (5,6 millions de personnes) dans l'UE-28 en juillet 2013 et de 24% (3,5 millions) dans la zone euro. La pauvreté et l'exclusion sociale sévissent de plus en plus depuis 2009, en particulier dans les États membres du sud et de l'est de l'Europe. » Les échecs de la politique d'Europe 2020 sont esquivés et la responsabilité en est rejetée à la crise.

- En dépit de la crise, la Commission prétend que la stratégie Europe 2020 a fourni une architecture efficace de gouvernance économique. « Dans l'ensemble, la stratégie Europe 2020 met en place un système efficace de gouvernance économique, conçu pour coordonner les mesures décidées au niveau de l'Union et des États membres. » Une fois encore, il faut se poser la question de savoir si cela ne semble pas être le contraire? La gouvernance économique a incarné et neutralisé les objectifs d'Europe 2020. Il existe une coordination de la politique économique qui s'accompagne de la subordination de la politique sociale.